

remettre un peu d'ordre dans les désordres de la jungle globalisée (après l'alerte des crises financières asiatiques ou russes hier, argentine ou turque aujourd'hui), les institutions internationales cherchent à mettre sur pied autour d'elles des structures censées représenter la « société civile mondiale », composées d'organisations non gouvernementales, d'associations, mais aussi de firmes multinationales. Il faudra s'opposer résolument à ces tentatives en revenant à des situations que connaissent bien les militants qui ont une expérience de la lutte des classes et des pratiques syndicales, alternant des moments de mobilisation et des moments de négociation et de débat. Ces négociations n'ont de sens que sur la base d'un rapport de force, en toute indépendance, et sans se compromettre dans des cadres où, sous couvert de « société civile », se développe une collaboration visant à relégitimer les dominants. C'est pourquoi le fil conducteur doit rester la mobilisation autonome des mouvements. Bien évidemment, cette autonomie n'est pas une affaire technique : elle dépend de la clarté et de la solidité des contenus revendicatifs (sur la dette, sur l'écologie, sur la santé publique, sur les droits des femmes, sur la lutte contre les multinationales, sur les plans d'ajustement structurels, etc.) autour desquels se développe et se consolide le mouvement.

Résistances mondialisées

Sophie Zafari

Syndicaliste, responsable en France de la coordination pour la Marche mondiale des femmes

Femmes en marche

À partir de l'expérience de la Marche mondiale des femmes, je voudrais apporter quelques

réflexions sur la place des femmes dans le mouvement anti-mondialisation et sur les perspectives pour le mouvement des femmes aujourd'hui. La Marche mondiale des femmes (MMF) de l'automne 2000 a constitué un événement politique. Comme le disent les Québécoises : « Nous avons réussi à faire résonner nos pas et nos voix comme il a été peu donné au mouvement des femmes de le faire ». Des milliers de femmes de plus de 160 pays ont manifesté en chantant. Bien qu'ignorée souvent par les médias – et pas seulement par eux – la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence fut une énorme réussite. Le 15 octobre, plus de 20 000 personnes ont défilé à Washington. À New York, près de 10 000 femmes et hommes de près de 100 pays se sont rassemblés devant le siège des Nations Unies.

Deux caractéristiques nouvelles ont marqué cette Marche des femmes :
- d'une part, l'élaboration d'une plate-forme radicale contre le patriarcat et contre la mondialisation néo-libérale ;
- d'autre part, un processus d'organisation de quatre ans, qui a généré de multiples actions dans de nombreux pays, culminant dans la marche de New York.

Les femmes dans la lutte contre la mondialisation libérale

Centrée sur la « face féminine de la pauvreté », la plate-forme de la Marche des femmes 2000 exige l'abolition de la dette du « tiers-monde » et rejette les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Soulignant le lien entre pauvreté et violences contre les femmes, elle note également que nombre de pays riches poursuivent des politiques et maintiennent des lois patriarcales perpétuant la violence dont souffrent les femmes. La Marche mondiale a ainsi exigé que l'Onu et ses États membres prennent des mesures concrètes pour mettre fin à la pauvreté et aux différentes formes de la violence envers les femmes. Elle exige le respect réel des droits de toutes les femmes, quels que soient leur origine, leur orientation sexuelle, leur statut culturel ou social.

La MMF a été initiée lors de la Conférence de Pékin et du sommet parallèle qui s'y est tenu. Si le réseau de l'initiative était à l'origine celui des ONG féminines présentes à Pékin, l'élargissement progressif à d'autres mouvements et l'émergence du fort mouvement de contestation de la mondialisation libérale ont eu un impact tant sur la plate-forme d'appel que sur la stratégie mise en œuvre. Les femmes engagées dans ce mouvement représentaient à la fois la vague de mouvements de libération des années 70 et les nouvelles générations en lutte contre la pauvreté et contre les conséquences de la mondialisation capitaliste. Elles ont pris part aux mobilisations de Seattle, de Washington, de Prague. Elles soulignent l'impact spécifique de la mondialisation néo-libérale sur les femmes. Elles sont présentes dans les réseaux et associations comme Attac. Au fur et à mesure, une véritable politique d'alliance avec le mouvement anti-mondialisation s'est dessinée autour de mots d'ordre communs. La Marche mondiale des femmes a affirmé sa présence à Genève (dans les mobilisations de l'été 2000 sur « Copenhague + 5 » à l'occasion du bilan quinquennal des engagements sociaux du sommet de Copenhague), à Millau, ou au Québec. Lors du Forum social mondial de Porto Alegre, au début 2001, pratiquement tous les grands forums de débat incluaient des rapporteurs femmes et/ou féministes et il y eut une soixantaine d'ateliers exclusivement consacrés à l'oppression des femmes sur des thèmes tels que : l'économie, les violences, la place des femmes noires, les femmes syndicalistes, les femmes et la mondialisation, les femmes et la paix, les économies parallèles, les stratégies d'action à mettre en œuvre au niveau international et, bien sûr, la Marche mondiale des femmes. Comme toujours, s'est posé le problème d'intervenir dans les ateliers mixtes, tout en priorisant nos ateliers séparés... sans être contraintes à la triple journée de travail !

Il y eut évidemment des lacunes : une seule femme sur treize participant(e) s à la conférence de presse de lancement, absence de femmes à la présidence du forum des mouvements sociaux. Ces carences significatives ont été plus ou moins corrigées grâce à la pression collective des femmes. On peut en effet parler d'un saut qualitatif, et d'un premier résultat significatif. Le mouvement anti-mondialisation porte désormais la trace d'une présence et d'une dimension féministe en son sein. Et le sujet politique reconnu comme représentant du mouvement féministe international par les organisateurs est la MMF.

En marche vers l'avenir :

Les femmes ont pu se convaincre de leur capacité à s'organiser collectivement et à faire sentir la force de leur solidarité collective. Ce réseau exceptionnel doit perdurer pour poursuivre le travail entamé avec plusieurs préoccupations. Il est nécessaire d'éclaircir sur le plan théorique ce que nous entendons par

système patriarcal en tant qu'un des deux piliers déterminant la pauvreté et la violence envers les femmes. Il faut accentuer le caractère féministe de notre plate-forme : sur l'avortement et sur les droits des lesbiennes, sans relativiser son contenu social de lutte contre la pauvreté. Enfin, nous devons consolider l'alliance avec le mouvement anti-mondialisation sans perdre notre autonomie d'élaboration, d'initiative et de définition d'un calendrier de mobilisations féministes. Ainsi devons-nous être présentes dans les mouvements mixtes, y pratiquer la *mainstreaming* tout en prenant des initiatives autonomes : dans cet ordre d'idées, en avant-première des mobilisations contre le sommet du G8 à Gênes de juillet 2001, un réseau des femmes contre la globalisation a organisé deux jours de forums et de manifestations au mois de juin.

Le problème qui se pose continuellement est celui de la reconnaissance du mouvement des femmes comme sujet politique dans les mouvements sociaux mixtes (c'est également vrai dans le cas du mouvement anti-mondialisation). Comment ne pas être marginalisées au point de devenir invisibles ? Dès lors que nous ne sommes pas physiquement présentes pour l'imposer (dans les textes, comme porte-parole, etc.), la contribution féministe est aussitôt oubliée. Le caractère multiforme du mouvement anti-mondialisation permet pourtant une certaine ouverture à d'autres (nouveaux) sujets politiques, à une vraie recherche sur le plan des contenus, à des élaborations théoriques et stratégiques, à l'apparition de modèles organisationnels novateurs.

L'apport de sujets non traditionnels, comme les courants liés à la théologie de la libération, comme celui des peuples non occidentaux (catholico-mâles-blancs) déplace le tracé de la réflexion. Apparaît notamment une possibilité de convergence avec une pensée qui souligne la nécessité de dépasser la scission entre la dimension objective et subjective de la vie, et la concentration de fait exclusive des luttes sociales sur la première. Une transformation radicale de ce monde ne peut s'opérer qu'à partir d'une approche comprenant aussi bien les sphères économique, politique et sociale, que la dimension affective, sexuelle, éthique, esthétique, etc.

Il faut donc surmonter le divorce entre vie publique et vie privée. Le mouvement des femmes a toujours souligné le sens politique du privé et il ne s'est jamais trouvé à l'aise dans la bataille politique telle qu'elle est menée par les hommes. Mais nous n'avons pas réussi à créer une dynamique hégémonique sur cette question centrale à l'intérieur des mouvements sociaux et politiques. Bien sûr il y a là toute une analyse complexe qui reste à faire ; mais l'expérience du mouvement des femmes, ses élaborations concernant sa subjectivité et sa praxis sont l'axe central par rapport auquel il faut recentrer la lutte anticapitaliste et anti-patriarcale mondiale, en convergence avec les autres sujets – nouveaux et traditionnels – qui cherchent une alternative au néo-libé-

ralisme et dont Porto Alegre a été une première ébauche. Pour ce faire, il faut une affirmation féministe internationaliste, il faut reconstruire un mouvement autonome des femmes fort – dont les formes restent à définir – qui produise de la pensée politique et construise des mobilisations. La Marche mondiale des femmes doit être un tremplin important dans ce processus.

Résistances mondialisées

Josep-Maria Atentas

Étudiant-chercheur à l'université de Barcelone, membre d'Espace alternatif et militant du Movimiento de Resistencia Global.

La jeunesse face à la globalisation capitaliste

Naissance du Mouvement de résistance global dans l'État espagnol

Le Mouvement de résistance global (MRG) a pris forme en Catalogne à l'approche de l'été 2000. Il regroupait alors des personnes liées au Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE), au Collectif de solidarité avec la rébellion zapatiste, des secteurs du mouvement autonome et divers collectifs de base locaux. Dès le départ, le MRG s'est voulu un réseau diffus de coordination de collectifs et de personnes engagés dans un travail de base et déterminés à intervenir dans les luttes contre la globalisation capitaliste. Dès le départ ont également coexisté deux visions stratégiques, l'une se préoccupant surtout de participer aux campagnes et aux mobilisations internationales (journées d'action, contre-sommets...), l'autre davantage centrée sur le travail local et moins en prise sur les processus internationaux. Le MRG a organisé sa première campagne dans le cadre de la préparation de la mobilisation contre le FMI et la Banque mondiale à Prague, en septembre 2000. Cette campagne a permis la formation de différents MRG dans les principales villes de l'État espagnol, dont Madrid, Valence ou Saragosse. À chaque fois, ces MRG ont vu converger des forces au profil multiple, d'où une certaine hétérogénéité dans leur orientation par-delà leurs références communes.

La mobilisation de Prague s'est transformée en une lutte fondatrice du mouvement contre la globalisation capitaliste dans l'État espagnol. Seul le MRG a pris en charge cette campagne au caractère éminemment jeune, à l'image de la dynamique internationale de cette mobilisation. Les militants jeunes qui s'y sont investis avaient souvent une expérience dans différents mouvements, mais certains ne s'étaient engagés que récemment. Le succès de Prague a permis au MRG de s'affirmer comme un pôle de référence du mouvement anti-globalisation dans l'État espagnol.

Après Prague, c'est la préparation des mobilisations contre la conférence de la Banque mondiale qui a focalisé les énergies. Prévue pour se tenir à Barcelone